



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des anciens combattants

ACVA



NUMÉRO 095



1^{re} SESSION



42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 27 septembre 2018

Président

M. Neil Ellis

Comité permanent des anciens combattants

Le jeudi 27 septembre 2018

● (1530)

[Traduction]

Le président (M. Neil Ellis (Baie de Quinte, Lib.)): Bonjour.

La séance est ouverte. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous étudions les besoins et les enjeux propres aux vétérans autochtones.

Bienvenue aux témoins.

Veillez noter que l'ombudsman de la Défense nationale et des Forces canadiennes, qui devait comparaître mardi dernier, comparaitra le 16 octobre.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir comme témoin Wally Sinclair, membre du conseil d'administration de l'Association nationale des centres d'amitié.

Monsieur Sinclair, la parole est à vous pour 10 minutes. Bienvenue et merci d'être venu aujourd'hui.

M. Wally Sinclair (membre du conseil d'administration, Association nationale des centres d'amitié): [*Le témoin s'exprime en cri.*]

Je m'appelle Wally Sinclair. Je suis membre de la Première Nation de Sawridge, à Slave Lake, en Alberta, et je suis honoré d'être ici. Je suis également membre du conseil d'administration de l'Association nationale des centres d'amitié.

Je vais demander à mes collègues de se présenter, s'il vous plaît.

M. Leland MacLeod (représentant, Association nationale des centres d'amitié): Bonjour. Je m'appelle Leland MacLeod. Je suis l'agent de programme de l'ANCA. Je suis également réserviste dans les Forces canadiennes, dans la Garde à pied du Gouverneur général.

M. Ruston Fellows (Association nationale des centres d'amitié): Je m'appelle Ruston Fellows. Je suis assistant de recherche à l'ANCA. Je viens du sud-ouest de l'Ontario.

M. Wally Sinclair: Je vais le laisser expliquer brièvement pourquoi nous portons des chemises orange aujourd'hui. S'il vous plaît.

M. Ruston Fellows: Nous sommes un peu en avance, mais les chemises orange sont là pour commémorer les survivants des pensionnats et, en particulier, les gens qui sont souvent oubliés. Nous les portons également en mémoire des anciens combattants, qui sont souvent oubliés et que nous saluons aujourd'hui.

M. Wally Sinclair: Merci.

Bonjour, distingués membres du Comité permanent des anciens combattants. C'est un honneur et un privilège de comparaître devant vous aujourd'hui. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler du travail du mouvement des centres d'amitié et de l'Association nationale des centres d'amitié, en ce qui concerne les anciens combattants autochtones.

Avant de commencer, je tiens à remercier la nation algonquine, sur les territoires traditionnels et non cédés de laquelle nous sommes réunis aujourd'hui.

Je m'appelle Walter Sinclair. Je n'ajoute jamais le « fils » — c'est mon défunt père. Je suis membre de la Première Nation de Sawridge.

Je vais parler brièvement de mon expérience, parce que c'est important au regard des voyages que je fais et de mon travail, qui consiste à identifier les anciens combattants et à les découvrir là où ils se trouvent. Eux-mêmes ne se sont jamais reconnus en raison de leur histoire et de leur origine dans cette région.

J'ai beaucoup d'expérience de travail au sein des gouvernements fédéral, provinciaux, avec les Premières Nations et les Métis, comme c'est écrit ici. J'étais spécialiste des programmes du ministère. J'ai géré les questions autochtones et fourni des conseils politiques et culturels aux ministres et aux hauts fonctionnaires. Je l'ai fait parce que j'étais embauché par la province à l'époque. Les gens se demandaient toujours pourquoi je travaillais dans quatre ou cinq provinces différentes. Ce n'est pas seulement pour les connaissances — ce que j'ai appris de chacun, je viens vous en faire part. Une bonne partie des lacunes que nous avons relevées concernaient les anciens combattants, une très petite partie.

J'ai veillé à ce que les services offerts à toutes les collectivités autochtones soient adaptés à leur patrimoine politique, culturel, spirituel et social, en consultant tous les intervenants et en collaborant avec eux. C'est ce que nous appelons le « protocole », faire en sorte que tout le monde soit respecté dans notre collectivité et présenter les gens. Je mentionne toujours le fait que nous ne sommes pas des gens que sur papier. Nous sommes de vraies personnes. Nous nous serrons la main et nous nous saluons tous. Nous savons que, en ce qui a trait au gouvernement, ce sont des documents qu'il nous faut.

J'ai fait du bénévolat pour un certain nombre de causes locales et j'ai siégé à un certain nombre de conseils provinciaux et locaux, y compris celui des centres d'amitié, à titre de conseiller, comme je le fais aujourd'hui.

J'ai servi dans les Forces armées canadiennes pendant plus de 10 ans et dans le Corps royal des transmissions de l'armée canadienne en tant que monteur de lignes, métier 052. Cette expérience a façonné la personne que je suis aujourd'hui. J'ai aussi 35 ans de sobriété et cela fait une grande différence dans ma vie.

Enfant, j'ai grandi avec mon défunt oncle Sam Sinclair, un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, il nous entraînait aux sports à Slave Lake, en Alberta. Il utilisait l'approche militaire de la discipline et du respect avec nous. C'était la même chose avec ma grand-mère, qui ne comprend que le cri, pas du tout l'anglais. Dès mon jeune âge, j'étais son interprète. J'ai parlé le cri avant l'anglais. Tout au long de notre relation, j'ai appris beaucoup des bonnes choses qu'elle connaissait, notamment le respect. Je tente toujours de communiquer cette attitude à nos jeunes d'aujourd'hui et aux gens de tous les milieux, pas seulement les jeunes, parce que cette attitude, aujourd'hui, on la retrouve plus ou moins.

Ma formation de base à Kingston m'a vraiment ouvert les yeux. J'ai été affecté au 731^e Escadron des communications à Shilo et j'étais responsable de toutes les communications essentielles. J'étais monteur de lignes de métier. J'ai reçu mon attestation de parachutisme à Rivers, au Manitoba. Ensuite, on m'a demandé de suivre une formation d'officier à Chilliwack. J'ai eu une bonne conversation avec ma femme à l'époque. Elle était à l'université, elle est aujourd'hui enseignante. J'ai dit que je voulais d'abord apprendre ce qui se passe sur le terrain avant de devenir un leader. Je voulais agir concrètement avant d'étudier. C'est la voie d'apprentissage que j'ai choisie à l'époque. Je suis ensuite allé en Europe pendant quatre ans, en poste à Fort Henry, Soest, en Allemagne, ce qui m'a également ouvert les yeux.

J'ai été affecté au 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada à Lahr, dans la Forêt-Noire. Après trois ans, je suis rentré chez moi au 742^e Escadron des communications, à Cold Lake. Au moment de mon affectation, je pense que j'ai été recruté en raison de mes capacités sportives. J'ai joué au basketball, au hockey, au football, à tout. Je ne pense pas que j'ai été affecté, mais plutôt recruté, c'est ce que je dis toujours aux commandants, mais c'est une blague que je partage avec eux.

Si vous avez un esprit, une âme, une spiritualité et un corps sains, la confiance que cela vous donne fait en sorte que vos gestes parlent pour vous, et non vos paroles. Nous disons cela, dans notre langue.

Dans l'armée, on se porte volontaire. C'est pourquoi je fais encore du bénévolat aujourd'hui. J'ai le plus grand respect pour ceux qui servent aujourd'hui. Je les appelle des héros, tout comme mes défunts oncles et mes mentors. J'ai toujours été fier de servir dans les Forces armées canadiennes. J'ai apprécié ces années et j'ai mis ces expériences au service des exigences de ma vie professionnelle et quotidienne.

Pendant le temps que nous passerons ensemble, j'aimerais vous donner un aperçu du mouvement des centres d'amitié et de l'ANCA. J'aimerais vous faire part de certains programmes de soutien. Bien sûr, si le temps le permet, je ferai de mon mieux pour répondre à vos questions.

• (1535)

J'aimerais vous faire part de quelques faits pour situer le travail du mouvement des centres d'amitié en contexte.

Ils ont été créés dans les années 1950. C'est au centre d'amitié de Slave Lake que je suis né, qu'on m'a élevé et aidé, et c'est là que j'ai travaillé — bénévolement — quand j'étais jeune.

Les centres d'amitié aident les Autochtones en milieu urbain à accéder aux services essentiels dont ils ont besoin pour réussir dans ce milieu, et ce, partout au Canada. Les centres d'amitié comprennent que les défis auxquels font face nos communautés sont uniques. Je ne sais pas si vous avez devant vous une carte des 122 centres d'amitié du Canada et du Nord. La raison pour laquelle nous partageons cette vue d'ensemble, c'est que lorsque

certains services présentent des lacunes, ces petits centres, eux, détiennent l'information. Mais à qui s'adressent-ils dans ces cas? Par exemple, quelqu'un frappe à la porte et dit: « J'aimerais obtenir de l'aide. » Nous verrons alors les banques alimentaires se manifester.

Parfois, les vétérans, surtout nos vétérans autochtones, ne veulent pas parler de leur passé. Ils ne veulent pas venir en parler. Je vais brûler les étapes et aller droit au but. J'ai travaillé récemment comme directeur d'un centre de traitement. Je ne savais pas que j'avais deux vétérans. Il n'y a pas de pancarte qui dit: « Êtes-vous un vétéran? » Du point de vue de la santé, toutes les demandes de service devraient l'indiquer à présent. Dans le système de justice, on le sait dès le départ, parce que cela fait partie de l'histoire en question, mais en matière de santé et de bien-être, on ne demande nulle part à la personne d'indiquer si elle est un vétéran, autochtone ou non.

En tant que directeur d'un centre de traitement, j'ai constaté que, grâce à des conversations et à différentes approches holistiques... peu importe de quoi nous parlons, quelque chose déclenche une réaction et la personne finira par dire: « Devinez quoi: j'étais là. » Cela nous permet de recentrer nos efforts là où il le faut. J'ai vécu cela, j'ai survécu à cela et nous sommes en mesure de le confirmer à partir des communications et de tout ce qui se trouve dans la documentation de nos jours.

La dernière question que je vais aborder ouvertement concerne les prisons, les maisons de transition. Plus tard au cours de mes voyages, j'ai appris qu'il y avait des gens qui n'avaient jamais parlé et qui étaient de retour dans la rue. J'en ai rencontré deux récemment, l'un à Vancouver et l'autre ici.

J'accorde également des accréditations. Je fais un suivi des programmes d'accréditation, je fais des évaluations et ce genre de choses. J'ai demandé au jeune homme qui était assis là s'il était un ancien combattant et il m'a dit: « Qui êtes-vous, un policier ou un travailleur social? » J'ai dit: « Vous devez me respecter et m'écouter pendant deux secondes. » Il a répondu: « Pourquoi ne construisent-ils pas quelque chose de bien là où nous sommes? Nous sommes huit. Pourquoi ne peuvent-ils pas établir une résidence temporaire ici? Nous aimons cela. C'est ici que nous avons grandi. » Alors j'ai dit: « Vous allez devoir parler à la ville », mais à qui puis-je m'adresser pour obtenir de l'aide? C'est à Vancouver. Je viens à Edmonton, et c'est encore la même histoire qui se répète. Il faut que je puisse faire confiance à quelqu'un pour appuyer mon travail, la direction que je donne et les décisions que je prends dans ce contexte, afin que se poursuive ce dialogue au fil du temps.

Partout au pays, les centres d'amitié offrent des services culturellement adaptés aux Autochtones qui vivent dans les centres urbains. Ils sont devenus un endroit où les Autochtones et les non-Autochtones peuvent se réunir et partager leurs traditions.

C'est là l'autre facteur. Nous avons tous la chance d'avoir des compétences. Le Créateur nous a fait cadeau de dons. Nous n'avons jamais vraiment mis les gens au défi de trouver ce don, quel qu'il soit. Ce pourrait être un don pour l'art. Ce pourrait être un don pour le chant. Ce pourrait être un don pour la musique. Il faut commencer à établir cette relation avec les gens dès les interventions de première ligne. S'ils peuvent survivre à cela, ils peuvent survivre n'importe où. Ils ont suivi tout le processus, avec la façon dont tout est écrit et analysé.

Les centres d'amitié constituent un élément important de l'infrastructure sociale du Canada, avec plus de deux millions de clients. Nous suivons les déplacements des gens qui franchissent nos portes au Canada et dans le Nord, et les chiffres que nous observons sont étonnants. Nous sommes censés fournir des services à tous et parfois, nous manquons nous-mêmes de ressources, mais nous mettons tout en oeuvre pour rendre visite à d'autres groupes et à d'autres parties.

Nous sommes une organisation à but non lucratif et non une organisation politique et nous entretenons des liens productifs avec de nombreuses autres organisations autochtones. Nous ne sommes pas en concurrence avec nos anciens combattants autochtones en Alberta ou en Saskatchewan. Nous sommes partout. Je reviens tout juste de Wainwright. C'est la sixième année que je participe à un défilé avec les lieutenants-gouverneurs de la Saskatchewan et de l'Alberta. Nous ne sommes pas en concurrence. Nous devons commencer à travailler ensemble. Nous devons nous unir pour le mieux-être de tous et non seulement des différentes organisations.

De nombreux Autochtones préfèrent les services culturels et traditionnels qui sont offerts en dehors du système médical dominant. C'est souvent parce qu'ils entretiennent une vision plus globale de la santé mentale et de ses traitements. Nous parlons de santé mentale lorsque nous faisons une évaluation. J'en ai fait une il n'y a pas si longtemps, et la personne avait besoin d'aide. À l'heure actuelle, nous tentons d'amener nos aînés autochtones à parler de psychologie — ils le font depuis des années — de façon holistique, en accord avec notre culture. Nous devons simplement faire un peu plus de travail à cet égard.

● (1540)

Santé Canada et le ministère de la Santé de l'Alberta présenteront de nouveau cet exposé. J'ai fait des exposés en Alberta. Je suis coprésident avec un autre collègue du Traité n° 6. Je siège au groupe des aînés du ministère de la Santé de l'Alberta — un groupe de mieux-être — pour les traités n° 6, n° 7 et n° 8. Je viens de passer par tout un processus avec deux médecins: nous avons interviewé six médecins, dans le but d'en retenir un qui vienne pratiquer dans le nord de l'Alberta.

Quand j'interroge ces médecins issus de toutes les régions du monde, qui viennent ici pour comprendre nos communautés nordiques, je ne leur pose pas de questions sur leurs connaissances et leurs compétences. Je veux savoir s'ils comprennent ce que sont les communautés, sur quelles ressources ils peuvent compter.

Nous avons constaté que nos gens étaient envoyés à l'extérieur pour des traitements ou autre chose, afin de consulter un psychologue. Ce psychologue est à 180 milles de chez eux. Qui en a les moyens? Nous sommes en train de renforcer différentes capacités dans notre propre collectivité. C'est là que le centre d'amitié entre en jeu. Nous allons commencer à le faire et nous le faisons déjà dans de nombreux domaines.

Le Québec a un modèle dans le Nord qui est formidable. Nous essayons de démarrer. Halifax travaillera à la construction de sa nouvelle installation, et cela en fera partie.

De nombreux Autochtones préfèrent des services axés sur leur culture et leurs traditions qui sont offerts en dehors du système médical dominant. Les centres d'amitié encouragent la prestation de ces services essentiels de façon novatrice, d'une façon culturellement adaptée.

M. Leland MacLeod: Est-ce qu'il y a assez de temps?

● (1545)

Le président: Nous allons vous accorder une minute de plus, puis nous passerons aux questions.

M. Leland MacLeod: Il nous reste quelques pages. Peut-être devrions-nous passer aux recommandations que nous allons faire.

En conclusion, sénateurs et membres du Comité permanent, l'ANCA fait les recommandations suivantes.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral: appuie l'ANCA en partenariat avec d'autres associations de vétérans autochtones afin que soit menée une évaluation nationale des besoins des vétérans autochtones; que cette évaluation détermine les besoins des vétérans autochtones, jeunes et plus âgés, et établisse si ces besoins justifient que des services aux vétérans autochtones de toutes les nations soient offerts dans tout le Canada; que le gouvernement fédéral fournisse un soutien financier aux centres d'amitié pour la prestation de programmes et de services aux veuves et aux familles des vétérans; que le gouvernement fédéral, par des contributions financières, permette à l'ANCA et aux associations provinciales et territoriales de notre mouvement de participer aux orientations des politiques et des programmes destinés aux anciens combattants.

Le mouvement des centres d'amitié et l'ANCA sont impatients de travailler avec le gouvernement du Canada et les partis de l'opposition pour améliorer la vie des vétérans autochtones au Canada, ce qui sera réalisé grâce à des investissements de base dans les centres d'amitié afin que ceux-ci continuent d'avoir la capacité de fonctionner et de répondre aux besoins des communautés qu'elles desservent, tout en évaluant comment les centres d'amitié pourraient élargir les programmes actuels qui viennent en aide aux anciens combattants et aux Autochtones.

Je vous remercie d'avoir permis à M. Wally Sinclair et à moi-même de prendre la parole. M. Sinclair et moi-même serons heureux de répondre à vos questions.

Le président: Merci.

Nous allons commencer par Mme Wagantall, pour six minutes.

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Je tiens à vous remercier d'être venus aujourd'hui.

Je tiens à mentionner que, en ma qualité de nouvelle députée, cette étude a été proposée par mes collègues du NPD. C'est une excellente occasion pour moi d'élargir ma compréhension. Je vous suis reconnaissante d'avoir dit « de peuple à peuple », parce que j'ai besoin de beaucoup de temps. Vous allez devoir m'endurer pendant que je vous pose toute une série de questions. Je vous suis vraiment reconnaissante de votre présence.

Avant d'aller plus loin, monsieur le président, j'aimerais proposer la motion que j'ai présentée et qui a été distribuée par le greffier, je crois, en temps opportun.

Je propose:

Que conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité entreprenne une étude de 18 rencontres sur le médicament anti-malaria couramment appelé méfloquine, Mefliam, Lariam et d'autres noms de marque, depuis sa première utilisation chez les membres des Forces armées canadiennes (FAC) jusqu'à aujourd'hui; que l'étude examine tous les aspects de l'utilisation de méfloquine ou autre par les FAC, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, la distribution, le prix, les essais cliniques, la posologie, le suivi, les effets secondaires, un examen des dernières recherches, une comparaison avec l'expérience de nos alliés et d'autres sujets connexes; et que les conclusions de cette étude soient rapportées à la Chambre.

Dans son témoignage d'aujourd'hui, le lieutenant-général Roméo Dallaire, de la Défense nationale, a répété une bonne partie de ce qu'il avait dit au Comité. En ce qui a trait à la méfloquine, il a dit publiquement qu'en sa qualité de commandant, il avait dû prendre ce médicament lorsqu'il était au Rwanda. Il a dit carrément qu'il avait endommagé sa faculté de raisonnement, qu'il avait endommagé ses intestins, qu'il avait nui à sa capacité de diriger, à un point tel qu'il avait dû demander à son personnel de le surveiller. Il a demandé la permission de cesser de consommer ce médicament. Ses supérieurs ont communiqué avec lui plus rapidement qu'ils ne l'avaient jamais fait auparavant pour l'intimer de continuer à le prendre, sans quoi il se retrouverait en cour martiale pour blessure auto-infligée.

À ce comité, je lui ai alors demandé si nous devrions étudier la question plus à fond? Il a dit: « Non, vous devriez simplement vous débarrasser de ce médicament. » Nous le faisons témoigner à nouveau. Le Comité a entendu des témoignages de personnes qui ont souffert de la toxicité de la méfloquine et a eu vent des rassemblements qui ont eu lieu sur la Colline. Nous savons ce que font nos alliés dans le cas de ce médicament. Cela a touché nos forces armées à tous les niveaux. Nous entendons parler de nos anciens combattants, qui ont été obligés d'en prendre jusqu'en Afghanistan.

Pour cette raison, c'est une priorité que nous devons étudier. Je demande que nous adoptions cette motion.

Le président: Monsieur Eyolfson.

M. Doug Eyolfson (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, Lib.): Je propose que le débat soit ajourné.

Mme Cathay Wagantall: Puis-je en parler?

M. Phil McColeman (Brantford—Brant, PCC): C'est une motion dilatoire. Le président n'a pas le choix. Il doit mettre la question aux voix.

Le président: Nous allons procéder à un vote par appel nominal. (La motion est adoptée par 5 voix contre 4.)

Le président: Madame Wagantall, vous avez la parole pour le reste de vos six minutes.

• (1550)

Mme Cathay Wagantall: Merci.

Comme nous avons encore la possibilité de poursuivre, les centres d'amitié sont une excellente idée. À l'heure actuelle, au sein du système de centres d'amitié, avez-vous un moyen d'identifier les vétérans lorsqu'ils s'adressent à vous?

M. Wally Sinclair: En Alberta, nous venons tout juste de commencer avec ça, à interroger la collectivité et à trouver où se trouvent les aînés. Pour ce qui est de la partie de l'Alberta dont je fais partie, nous avons maintenant une liste des collectivités. Ils viennent, mais il nous manque encore ceux qui sont dans la rue et ailleurs.

Mme Cathay Wagantall: D'accord.

M. Wally Sinclair: Nous avons un processus, et nous allons présenter une motion à notre réunion nationale pour le proposer à l'échelle nationale. C'était la première étape ici.

Mme Cathay Wagantall: Avez-vous une liste des forces armées indiquant qui a déjà servi?

M. Wally Sinclair: Oui. Je suis membre de la Légion depuis environ 50 ans. Je travaille toujours à ce titre avec notre filiale de Lac La Biche et avec différentes légions pour faire le suivi de ce dossier. Il est rare qu'un vétéran autochtone se présente à la Légion et participe ou s'assoie à une table. J'ai été vice-président il y a

quelques années, je crois parce que personne d'autre ne s'était présenté — c'est une blague —, et je respecte beaucoup la Légion et son rôle partout au Canada. Il y a beaucoup de bonnes choses qui se font, mais il y a toujours des lacunes dans le système.

Il y a un journal de la Légion qui est publié, et j'aimerais qu'un journal autochtone de la Légion soit publié, pas pour en créer plus, mais pour faire connaître certaines des lacunes du système. Si nous pouvons mettre ce projet en branle, cela fera partie de l'ordre du jour de la prochaine réunion nationale.

Mme Cathay Wagantall: D'accord.

Je viens tout juste de recevoir un livre écrit en Saskatchewan, et on y énumère tous les vétérans métis. Connaissez-vous ce livre?

M. Wally Sinclair: Oui.

Mme Cathay Wagantall: J'ai hébergé deux femmes métisses récemment lors de la manifestation sur la méfloquine et j'ai mentionné le livre. Elles venaient du nord de la Saskatchewan, et elles m'ont répondu que le livre portait probablement juste sur le sud. Lorsqu'elles ont ouvert le livre, elles ont été très étonnées de son exactitude. Les membres de leurs familles étaient là. Est-ce un outil également, alors?

M. Wally Sinclair: J'ajouterais qu'en Alberta, la nation métisse joue un rôle de premier plan dans exactement ce dont vous parlez, surtout à Batoche. J'y allais quand j'étais membre de la Force régulière, puis comme vétéran. Je participe encore quand je le peux.

Mme Cathay Wagantall: Compte tenu des recommandations que vous avez formulées, lorsque viendra le temps de créer un outil national d'évaluation des besoins, je suppose que vous espérez avoir un rôle important à jouer dans la détermination de ce à quoi ressemblera cet outil.

M. Wally Sinclair: C'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes ici. Comment pouvons-nous appuyer ce qui est actuellement à l'étude ou, s'il y a des lacunes dans le système, quel rôle pouvons-nous jouer? Nous sommes déjà sur le terrain, et particulièrement avec nos centres d'amitié partout au Canada, c'est facile de le comprendre. Nous cherchons toujours ceux qui ne parlent pas.

Mme Cathay Wagantall: C'est le défi sur toutes les plateformes avec les vétérans.

Lorsqu'on aborde quelqu'un, dans une situation où on se demande s'il s'agit ou non d'un vétéran, d'autres groupes nous ont dit qu'au lieu de lui demander: « Êtes-vous un vétéran? », on devrait lui demander: « Avez-vous servi? » Pensez-vous que cela fait une différence pour vous aussi?

M. Wally Sinclair: Si je suis nouveau dans une collectivité, dans la rue et ainsi de suite, je vais faire une petite promenade. Depuis combien de temps est-il assis là? Qui est sa famille? Qui est sa famille élargie? Je travaille de cette façon. Il y a peut-être une tape sur l'épaule d'une tante ou d'un oncle qui s'inquiète. C'est à ce moment-là que nous entamons la conversation et que je lui demande s'il connaît un membre de sa famille élargie qui vit dans la même rue et qui pourrait peut-être être utile ou être au courant. C'est ce que nous faisons également à la Légion dans le même secteur.

Mme Cathay Wagantall: Puis-je vous poser une question personnelle?

M. Wally Sinclair: Bien sûr.

Mme Cathay Wagantall: Vous avez dit que vous êtes sobre depuis 35 ans.

M. Wally Sinclair: Oui.

Mme Cathay Wagantall: Votre service a-t-il joué un rôle dans vos difficultés?

M. Wally Sinclair: Oui.

Désolé...

Mme Cathay Wagantall: Non, je...

Merci.

M. Wally Sinclair: J'ai pensé toutes mes blessures dans mon... Je déteste utiliser le mot « racisme » — je pense qu'à l'époque, ce n'était pas dit avec cette intention-là —, mais on nous appelait « pilleurs de diligence », « chefs » et tout le reste. J'avais un peu plus de cheveux que cela, et il y avait certaines choses que je...

Quand je rentrais à la maison, ma femme, qui était enseignante et qui vivait avec moi, savait qu'il y avait quelque chose qui me dérangeait. Puis ma fille est née. À quatre ans, elle a dit: « Papa, tu sens toujours comme ça tous les dimanches quand nous allons à l'église. » C'est à ce moment-là que j'ai décidé de quitter l'armée et d'arrêter de boire.

Je suis retourné à l'université. Je travaillais à temps plein et j'allais à l'Université de l'Alberta. J'ai étudié pendant sept ans en sciences politiques et en administration locale. J'ai perdu deux demi-frères par suicide. Au lieu d'aller à Fort McMurray comme électricien, je suis retourné à l'université pour étudier la santé mentale, la toxicomanie et différentes thérapies. À partir de ma propre expérience, je pouvais écrire ma propre thèse, et je me suis dit que je mettrais au défi quiconque était là. C'est de là que cela vient, mais j'ai quand même besoin d'aide.

Puis-je ajouter une petite chose? Je joue encore au baseball. Je vais à Phoenix depuis sept ans pour jouer au baseball. Je joue pour Team America. Je suis le petit Indien du nord de l'Alberta, de Slave Lake. Mon père a été lanceur semi-professionnel, près de là, et nous avons une équipe de baseball Sinclair chez nous, à Slave Lake. Nous jouons toujours. Cette année, notre entraîneur a pris sa retraite à Phoenix, et maintenant je joue pour Seattle. Ils m'ont fait la meilleure offre, alors je vais jouer pour eux. Lorsque ce sera terminé, après deux semaines, je vais aller aux Jeux panaméricains en Australie. Je vais lancer pour l'Australie pour une deuxième année. Je joue pour les jeunes, les 60 ans et moins. Je n'ai que 72 ans.

Mme Cathay Wagantall: Bravo!

• (1555)

M. Wally Sinclair: C'est mon autothérapie. J'ai remplacé l'alcool par mon aide spirituelle, la musique et les sports.

Si je peux aider quelqu'un en faisant cela... Je parle avec beaucoup d'émotion parce que nos jeunes d'aujourd'hui ont besoin d'aide. C'est pourquoi je suis encore ici.

Le président: Merci.

Monsieur Bratina, vous avez six minutes.

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Merci beaucoup.

Avant de commencer, monsieur Sinclair, j'ai manqué des choses au début. Je suis désolé.

Monsieur MacLeod, quel est votre rôle dans tout cela?

M. Leland MacLeod: Je suis agent de programme à temps plein à l'Association nationale des centres d'amitié.

M. Bob Bratina: Monsieur Fellows...?

M. Ruston Fellows: Je suis l'adjoint de recherche de l'Association nationale des centres d'amitié.

M. Bob Bratina: D'accord. Pour revenir à vous, monsieur Sinclair, vous avez toute une feuille de route dans les forces armées avec votre métier. Quel était-il? Étiez-vous électricien?

M. Wally Sinclair: J'étais monteur de lignes 052. Je suis retourné à l'école quand je suis sorti, j'ai fait mon apprentissage au NAIT pour obtenir mon... Arrivé à ma quatrième année, j'ai été accepté à l'université, alors j'ai dû abandonner mon apprentissage.

M. Bob Bratina: Étiez-vous parachutiste?

M. Wally Sinclair: Oui, à Rivers.

M. Bob Bratina: Vous sautiez des avions avant qu'ils atterrisent.

M. Wally Sinclair: C'est ce qu'on me demandait de faire. J'ai bien aimé, oui.

M. Bob Bratina: Lorsque vous avez commencé votre service militaire... Combien d'années avez-vous servi?

M. Wally Sinclair: J'ai servi pendant plus de 10 ans.

M. Bob Bratina: Comment perceviez-vous votre identité autochtone comme soldat?

M. Wally Sinclair: Ce n'était pas un sujet de conversation. Nous sommes autochtones. Nous sommes simplement des Autochtones. C'est tout. Le sujet était clos. Partout, on ne regardait pas la couleur, la croyance, ni la langue. Nous étions des soldats d'abord et avant tout. C'est la raison pour laquelle j'ai adoré cela.

Plus tard, cela a eu une incidence. Ça commence par « vous venez d'une réserve » ou autre chose du genre. Dans mon cas, je ne l'ai pas vécu dans les forces armées, j'ai laissé des choses comme elles étaient.

M. Bob Bratina: Nous avons entendu beaucoup de témoignages comme celui-là, que c'était formidable et que vous vieilliez les uns sur les autres, et c'était tout.

Il est triste que nous ayons à subir les conséquences, dans notre cas, les problèmes que nous examinons pour les vétérans autochtones, les cas que vous rencontrez et les raisons pour lesquelles les centres d'amitié existent, je suppose.

Selon vous, quelles devraient être nos priorités en matière de financement? À quoi les fonds devraient-il servir? Quelles activités voudriez-vous vraiment financer?

M. Wally Sinclair: En ce qui concerne la carte du Canada, regardez les différentes distances et l'éloignement des centres d'amitié les uns des autres. Je ferais une carte régionale que l'unité pourrait afficher dans cette circonférence, à l'intérieur de celle-ci. Je le fais avec la province depuis de nombreuses années et dans le Nord pour le Canada.

Nous avons constaté que la prestation de services était un besoin fondamental. La formule qui a été établie dépend de quoi et de qui il est question... Jetez un coup d'oeil à la recherche nationale qui se fait actuellement — je crois que c'est sur ce groupe que je lisais — pour en voir une partie. Examinez la situation dans son ensemble et parlez à certains anciens et à des vétérans. Que voient-ils dans leur vie? Qu'est-ce qu'ils aiment?

Nous avons beaucoup d'histoire sur papier, mais parler de cela est une tout autre affaire entre les Pieds-Noirs, les Cris, les Dénés... Il y a une réelle différence entre les langues. Je pourrais dire une chose en cri qui veut dire autre chose pour une autre personne. Je dirais: « [*le témoin s'exprime en cri*] », et ils diraient autre chose là-bas.

Ce n'est pas ainsi que c'est présenté, et cela a toujours été dans le système fédéral et provincial: un document est censé couvrir l'ensemble des préoccupations. Cela ne fonctionne pas vraiment de cette façon avec le problème dont vous venez de parler. Certains cas peuvent être différents. Tout dépend de ce dont il s'agit. C'est une question très délicate.

• (1600)

M. Bob Bratina: Il est important pour les Premières Nations de préserver leurs langues...

M. Wally Sinclair: Oui.

M. Bob Bratina: ... et j'imagine que dans le cadre de votre travail, vous souhaiteriez probablement avoir la possibilité de faire traduire les documents, ce qui n'est pas donné. Vous devez financer cela.

M. Wally Sinclair: En ce qui concerne le niveau de compétence de nos jeunes hommes et de nos jeunes femmes qui parlent nos langues, ça revient. Ceux qui les parlaient régulièrement sont ceux dont nous célébrons la vie. Ils sont décédés.

Il y a encore un certain fossé avec les langues, surtout quand vous allez dans le Nord. Quand on va dans le Nord, on le voit encore. Les langues sont très particulières dans leurs communications.

M. Bob Bratina: Nous avons fait une visite au cours de laquelle nous avons rencontré des vétérans autochtones. Nous sommes allés à Beauval. Nous parlons tous de cette expérience. J'ai rencontré un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale qui avait 98 ans. Il avait marché 110 milles pour s'enrôler, puis était retourné chez lui à pied.

Ce qui est triste, bien sûr, c'est qu'à l'époque, il n'y avait pas d'avantages ni d'interaction. Est-ce que l'une de vos tâches serait de vous assurer que chaque vétéran autochtone est inscrit auprès de votre organisation et qu'il la connaisse?

M. Wally Sinclair: C'est bien une de nos tâches. C'est au cœur de nos priorités. Lorsque nous aurons notre réunion nationale — je crois que ce sera ici — c'est ce que nous proposerons. Nous avons déjà commencé, mais il faut simplement que ce soit légitimé par notre direction.

Nous ne sommes en concurrence avec personne, parce qu'il y a d'autres organisations de vétérans autochtones. Nous devons célébrer ensemble avec cette... avec notre plume.

M. Bob Bratina: Merci d'être ici.

Le président: Monsieur Johns.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Merci.

J'aimerais également souligner que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel non cédé des Algonquin-Anishinabe.

Je tiens à vous remercier pour vos services, et vous tous, pour le travail que vous accomplissez dans les centres d'amitié. Il y a deux centres d'amitié dans ma circonscription: le Centre de l'amitié de Port Alberni et le Centre de l'amitié Wachiay, de Comox Valley. Ils jouent un rôle important non seulement pour les personnes autochtones, mais aussi pour la réconciliation et le rapprochement de nos collectivités. En fait, nous tenons beaucoup de réunions dans les centres d'amitié.

Nous avons tenu des assemblées publiques cet été et nous avons écouté les vétérans. Nous avons tenu cinq assemblées publiques portant sur les vétérans. Lors d'une de ces assemblées, une approche plus holistique — vous en avez parlé plus tôt — a vu le jour. Il y avait un manque de services holistiques et liés à la santé. Vous pourriez peut-être nous parler de la façon de prendre une approche holistique — une approche plus naturelle — en ce qui a trait aux

besoins des vétérans autochtones. Pourriez-vous nous dire comment certaines des exigences du ministère des Anciens Combattants devraient être assouplies ou adaptées pour servir les vétérans autochtones et métis?

M. Wally Sinclair: Je vous en remercie.

La première chose qui me vient à l'esprit, c'est une célébration. Tout d'abord, ce sont les pow-wow et les défilés solennels en uniforme. Pour moi, c'est un travail puissant, avec le conseil des chefs, la GRC et tout le monde là-bas. Cette image est un début, dans ce travail et dans ce domaine.

Ensuite, il y a les cadets de la Nation portant l'uniforme. C'est un message en soi. Ils sont habillés fièrement, et tout le reste.

Nous nous concentrons sur nos jeunes avec nos aînés. Vous les mettez ensemble avec les vétérans et ils marchent ensemble. Que voulez-vous de plus comme image pour expliquer la réconciliation et la vérité? Ce sont des Autochtones et des non-Autochtones, c'est tout. Ils marchent tous au même pas. C'est l'élément important.

Pour moi, cet été, il y a eu beaucoup de défilés solennels en uniforme. J'ai assisté à la réunion de tous les chefs ici à Ottawa, ou de l'autre côté du pont là-bas. On me demande de participer à différentes réunions, et je partage. C'est à ce moment-là que je fais mes consultations: « D'où venez-vous? Pouvons-nous faire quelque chose avec notre centre d'amitié? Voici un contact. » C'est ce que je fais.

Vous parlez de réconciliation. C'est ce que nous faisons actuellement en Alberta. Nous sommes assis à la table à St. Paul des Métis, en Alberta, et cela commence à fonctionner. Deux vétérans des Premières Nations se sont manifestés. Ils n'avaient jamais parlé, jamais partagé. C'est exactement ce qui commence maintenant, ce que vous venez de mentionner.

Pour mon rôle, je regarde toujours les aspects physiques, mentaux, spirituels et émotionnels. Les aînés... Savez-vous quoi? Un jour, on m'a appelé un aîné, et j'ai regardé autour de moi et je me suis dit, d'accord, je vais accepter cela des jeunes et des enfants. Mon défunt grand-père disait: « Si tu marches sur du Jell-O toute ta vie, sur le plan physique, mental, spirituel et émotionnel, ton chemin sera difficile. » Il faut avoir un équilibre dans la vie aujourd'hui. Nous avons le Créateur, que nous remercions tous les matins de différentes façons. Les gens de tous les horizons le font. Si nous pouvons nous asseoir à côté de tout le monde et demander pardon. Nous allons de l'avant avec les connaissances et tout le reste.

La concentration dans un seul domaine... Il faut avoir une vue d'ensemble. Parfois, nous mettons seulement l'accent sur cette réconciliation. Il y a plus que cela, avec la famille et la famille élargie — si les enfants reviennent à la maison. Tout récemment, dans le journal de St. Paul — je ne sais pas si vous l'avez vu —, il y avait quelque chose au sujet de la déclaration sur les pensionnats. Qu'est-ce que les enfants ont appris? Je suis désolé de le dire, mais il y a encore du racisme. Nous en avons toujours.

Je vais juste vous raconter... J'étais assis et ils parlaient des « Indiens là-bas ». Je leur ai finalement montré ma carte de traité et je leur ai dit: « Vous parlez de moi. Pouvez-vous expliquer davantage, s'il vous plaît? » Je n'étais pas négatif, parce que vous avez le droit de faire ça dans le cadre de la réconciliation. Il est venu me serrer la main et m'a serré dans ses bras. C'est bâtir cette relation, avec ce que vous faites.

En Colombie-Britannique, vous avez de vrais modèles. Ils reviennent à Ottawa, ici, et c'est partagé ouvertement.

J'ai obtenu mon diplôme à Prince Rupert, en Colombie-Britannique. J'y ai vécu pendant deux ans. C'était dans la même région.

● (1605)

M. Gord Johns: Quant à la façon dont nous pouvons mieux servir les vétérans et adopter une approche différente... Aux États-Unis, 30 % des agents chargés des cas sont des vétérans qui servent des vétérans. Le NPD voudrait qu'un plus grand nombre de vétérans servent leurs pairs à leur libération. Le gouvernement a finalement pris l'engagement d'au moins 10 % d'ici 2020. Nous sommes loin de cela en ce moment.

Quand on pense aux vétérans autochtones... Je crois que 2,8 % des militaires sont autochtones. Aimerez-vous qu'au moins 2,8 % des agents chargés des cas soient des vétérans autochtones qui possèdent ces connaissances culturelles? Les centres d'amitié sont un excellent véhicule. Vous comprenez le respect et vous avez gagné la confiance des Autochtones. Voyez-vous une façon d'intégrer cela?

M. Wally Sinclair: Anciens Combattants Canada a publié un document pour nous préparer à la vie civile. J'aurais bien aimé avoir ce document au moment où j'ai quitté l'armée. Si j'avais eu ce soutien, je n'aurais peut-être pas tant tardé à régler mes problèmes du passé en allant à droite et à gauche.

Au cours de vos déplacements, vous allez souvent entendre le mot « traumatisme ». C'est le coeur du problème, mais en gros, il faut former les gens qui sont sur place pour les préparer à fournir des services. J'aurais bien voulu avoir cette possibilité.

Je travaille dans le domaine de la santé depuis pas mal d'années, dans différentes fonctions, et c'est ce que j'essaie de faire. Si un vétéran vient suivre un traitement à mon centre, je lui dirai: « Remplissez cette demande. Venez travailler ici un bout de temps. Vous possédez des compétences que vous n'avez encore jamais utilisées. Vous les avez acquises dans l'armée et au sein de votre communauté. »

C'est ça l'important. C'est l'élément essentiel.

Je vous remercie.

M. Gord Johns: Merci pour les chemises, pour votre histoire et pour vos souvenirs. Nous vous en sommes reconnaissants.

Le président: Madame Ludwig, vous avez six minutes.

Mme Karen Ludwig (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, Lib.): Merci beaucoup à tous d'être venus aujourd'hui.

Monsieur Sinclair, je vous remercie sincèrement pour votre service.

Monsieur MacLeod, je vous remercie également pour le service que vous accomplissez en tant que réserviste.

Monsieur Fellows, j'ai beaucoup de questions à vous poser au sujet de votre recherche. Merci pour votre travail également.

Monsieur Sinclair, dans votre allocution, vous avez parlé de confiance, de santé mentale, de culture, de spiritualité et de dimension émotionnelle. Je me demande si nous pourrions travailler ensemble, avec M. Fellows, dans le cadre de la recherche à laquelle vous participerez.

Du point de vue de la recherche, une grande partie du travail que nous faisons au gouvernement intéresse Statistique Canada. Comment pouvons-nous transposer les récits et les expériences que nous recueillons dans un format compatible avec celui qu'utilise Statistique Canada. C'est ma première question.

La deuxième concerne la langue. L'une de vos recommandations est de faire participer toutes les Premières Nations à cette recherche. Croyez-vous qu'il serait possible de travailler avec des gens de différentes Premières Nations en utilisant une langue commune dans le cadre de cette recherche?

Voilà, ce sont mes premières questions.

M. Ruston Fellows: Je pense que la plupart des gens connaissent l'anglais aujourd'hui, ce pourrait être la langue commune. C'est une langue de communication.

● (1610)

Mme Karen Ludwig: Et pour le récit des expériences?

M. Sinclair a dit que expériences vécues ne sont parfois pas comparables les unes les autres. Un élément important de votre évaluation des besoins serait... d'avoir une portée générale. Bien sûr, chaque communauté est unique, mais il faut faire ressortir les généralités afin que nous ayons une base commune ici.

M. Wally Sinclair: Certains des points que nous examinons sont ceux dont vous parlez. Prenons l'exemple de Tommy Prince. Tout le monde à la Légion connaît les grandes lignes de son histoire.

J'ai pris quelques bières avec lui un jour, mais ça, c'est une autre histoire.

Mme Karen Ludwig: C'était avant.

M. Wally Sinclair: Oui, c'était il y a très très longtemps.

Mme Karen Ludwig: Il y a plus de 35 ans...

M. Wally Sinclair: La communication est importante de même que la manière de communiquer parce que d'un bout à l'autre du Canada, tout le monde a quelque chose à partager. Nous n'avons pas recueilli ces témoignages. Nous sommes encore très loin de l'avoir fait. Pour une raison ou une autre, ces expériences ont toujours été intériorisées, mais aujourd'hui, on en parle ouvertement.

J'ai parlé de la confiance. Dans le passé, quand vous preniez un stylo et du papier pour écrire quelque chose, c'était soit pour la police, soit pour un travailleur social, et ce document allait être utilisé contre vous au tribunal. C'est quelque chose que j'ai appris très jeune.

Mme Karen Ludwig: Merci, monsieur Sinclair.

Pour revenir au premier point, l'évaluation des besoins, que pouvons-nous faire, en tant que comité et bien entendu en tant que gouvernement, pour faciliter la collecte de l'information, tout en faisant preuve de sensibilité. Nous essayons de rendre ces témoignages comparables afin de vous aider à intégrer l'information à une politique?

Après vous avoir écouté, je comprends qu'une partie du défi consistera à recueillir cette mine d'expériences et d'histoires que les Premières Nations ont à partager et nous voulons nous assurer qu'elles se reflètent dans une politique. Comment voyez-vous votre rôle...?

M. Ruston Fellows: Si nous encourageons les gens à raconter leur histoire dans leur propre langue, dans leurs propres mots, ce serait un bon moyen de faire ce travail convenablement.

M. Wally Sinclair: Dans les centres d'amitié, nous avons des groupes de jeunes qui font des entrevues avec des gens qui ont des choses à raconter, avec des aînés et, depuis peu, avec des vétérans aussi.

Pour répondre à votre question, c'est ce que nous faisons en Alberta. Les jeunes font la tournée. J'espère réussir à faire reconnaître cette activité dans le programme scolaire. Cela pourrait leur servir, mais c'est un tout autre dossier.

Voilà ce que nous faisons actuellement. Nous sommes en train d'organiser tout cela et les jeunes nous enverront ces témoignages directement. Ils les apporteront ici, à l'échelon national. C'est l'un de mes rôles en tant que représentant. Nous allons d'abord nous rencontrer et, ensuite, nous pourrions revenir à cette table, d'une manière ou d'une autre.

Mme Karen Ludwig: Monsieur Sinclair, je sais que vous êtes unique en votre genre, mais y a-t-il beaucoup de personnes semblables à vous?

Je vous félicite sincèrement d'être retourné dans votre communauté, vers vos racines, parce que c'est là que vous créez ce lien de confiance, à travers cette relation. Comment pouvons-nous vous aider, ou comment pouvez-vous nous aider à trouver des façons d'encourager davantage cette pratique?

M. Wally Sinclair: L'histoire me dit toujours que lorsque vous nourrissez les gens, ils viennent à vous. Mais vous ne devez pas les nourrir avant d'avoir parlé avec eux. C'est ce que nous faisons — nous célébrons. Nous célébrons le partage de nos expériences. Nous commençons dans nos écoles. Le 11 novembre s'en vient et j'ai cinq communautés à visiter avant d'aller jouer au baseball. C'est ce que je fais depuis des années le jour du Souvenir. Et maintenant, je fais ressortir le côté autochtone de nos héros de guerre, ceux du passé et ceux d'aujourd'hui.

À Edmonton, nous avons un bon groupe et nous travaillons en étroite collaboration. Je suis membre du comité de la santé et je vois bien qu'il y a une lacune. C'est le point de départ de la conversation. Tout en parlant, vous vous rendez parfois compte qu'il y a une personne qui a besoin de votre aide. C'est ainsi que les liens se créent.

Mme Karen Ludwig: Dans votre travail, monsieur Sinclair, avez-vous l'impression qu'avec tous les efforts que vous faites, vous encouragez un plus grand nombre de personnes à s'engager à titre de jeunes réservistes, comme M. McLeod?

M. Wally Sinclair: Je pense que oui. Je le crois parce que le personnel joue un rôle important. Aujourd'hui, par exemple, j'avais une foule de questions à poser, mais nous n'avons eu que 10 minutes parce que je suis arrivé hier soir seulement.

La communication est un outil tellement important dans ce que nous faisons, mais c'est la façon dont les choses sont écrites et présentées, et c'est de cette manière — je vais employer ce mot — que le gouvernement pourrait nous aider. Dans nos mots...

C'est là que le partenariat et la célébration entrent en jeu. En tant que vétérans, nous célébrons. Nous revêtons nos uniformes et nous nous réunissons pour exprimer notre reconnaissance. Cette tradition nous a été transmise il y a des années et nous la respectons.

Mme Karen Ludwig: Je pense que mon temps est écoulé.

Je vous remercie.

Le président: Merci.

Monsieur Eyolfson.

•(1615)

M. Doug Eyolfson: Je vous remercie, monsieur le président.

Merci à tous d'être venus.

Je vous remercie pour votre service indéfectible et pour tout ce que vous faites. Votre contribution est très précieuse et je vous remercie aussi d'avoir... On oublie souvent de mentionner la GRC. Mais quand vous avez parlé des différents services, vous l'avez mentionnée. C'était agréable à entendre.

J'ai été élevé avec la GRC et j'ai vu mon père essayer de régler des problèmes avec le ministère des Anciens Combattants. J'ai vécu dans un détachement avec ma famille jusqu'à l'âge de cinq ans.

Comme je l'ai dit, redonner à la société comme vous le faites, après avoir beaucoup donné durant votre service et en continuant à donner, c'est important. Nous avons grandement besoin de personnes comme vous. Avez-vous des stratégies à proposer pour recruter un plus grand nombre de personnes ayant une expérience similaire à la vôtre, qui pourraient poursuivre votre travail? Vous semblez être très actif, vous allez finir par avoir besoin d'aide.

M. Wally Sinclair: C'est la cinquième fois que je prends ma retraite, mais on nous a dit que la retraite n'existait pas de notre vivant parce que nous devons transmettre ce que nous avons appris à ceux qui nous succéderont. Le mot « recrutement » ne fait pas partie de mon vocabulaire. Nous trouvons d'autres manières de... en cri, nous disons [*le témoin s'exprime en cri*]: « Viens t'asseoir, nous allons parler, nous allons partager. »

Je pourrais faire ça, oui. Au début, j'ai dit que le cadeau que vous avez ici, c'est ce que vous allez recevoir en retour. Cela sera retourné à la vie. Et tout le reste viendra avec. J'ai fait mon examen de conscience et j'ai eu la chance de sillonner le Canada. Récemment, je suis devenu membre de la Division K de la GRC. Je suis conseiller auprès du commandant qui vient de prendre sa retraite. Je viens d'assister au dîner en son honneur. J'étais au centre d'amitié d'Ottawa et tout le monde était là, les membres de la GRC et les jeunes. Ce sont des occasions de créer des liens. Je fais du mentorat auprès de jeunes de 19 à 25 ans qui sont en première ou en deuxième année de collège ou d'université et je les invite à venir voir ce que nous faisons au centre.

Il y a tellement possibilités, mais les jeunes vont venir. Si vous commencez à forcer les gens, vous ne les reverrez plus jamais. Vous devez être convaincants et bâtir de bonnes relations avec la communauté. Les possibilités sont là. Il faut seulement aller frapper à plus de portes, marche, participer à des danses traditionnelles, des pow-wows, des soirées de gigue ou de karaoké — c'est une excellente activité. C'est mon autre boulot. Je fais du karaoké au centre pour les aînés et tout le monde chante avec moi. Je les fais bouger, c'est un bon exercice. Mais je m'emballe là, désolé. C'est une autre façon de faire.

M. Doug Eyolfson: C'est correct.

Il se trouve que nous sommes deux amateurs de karaoké.

M. Wally Sinclair: D'accord, super.

M. Doug Eyolfson: La prochaine question est peut-être vraiment complexe et d'une portée générale. En vous basant sur votre propre expérience au sein des forces armées, pouvez-vous nous dire quels sont les trois principaux enjeux propres aux Autochtones qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur leur expérience au sein des forces armées?

M. Wally Sinclair: Je ne sais pas si c'est négatif ou... Je déteste le mot « interculturel » qui a été utilisé à tort et à travers.

Pour aider les non-Autochtones à nous comprendre, autant dans l'armée que dans la vie civile, j'aimerais... Quand nous sommes dans l'armée, nous formons une seule unité. Il faut aider les non-Autochtones à nous comprendre et les sensibiliser à tout un pan de notre histoire. Quel est le rapport avec le fait d'être soldat? Il y a un rapport évident. Ce n'est pas écrit nulle part. C'est un premier point.

Il y a ensuite la formation de base. La GRC mise beaucoup là-dessus, sur cette interaction parmi les membres et la constitution de l'équipe. Tout dépend d'où vous venez et de vos antécédents familiaux.

Voici ce que j'ai fait. J'ai déjà demandé à un membre de la GRC: « Quand tu fermes ta porte le soir, est-ce c'est parfait? » Nous, les vétérans indiens ou métis, dès que nous faisons quelque chose de mal, nous faisons les manchettes des journaux. Je suis sérieux. C'est de ça que nous parlons. Nous devons peut-être travailler là-dessus. J'ai dit que c'était une question de communication. La communication est essentielle. J'ai parlé de la différence entre les langues que nous parlons.

Le sujet que vous étudiez porte justement sur la question que nous nous posons actuellement, à différents titres et dans différentes communautés. À la Légion, nous en avons même discuté brièvement.

Je me demande jusqu'où vous irez à cet égard? Nous sommes peut-être déjà rendus là, nous ne le savons pas.

M. Doug Eyolfson: Merci.

Vous avez fait un commentaire intéressant sur l'importance de vous assurer que les autres comprennent votre peuple. Au début de votre allocution, vous avez dit que, quand on vous traitait de « brûleurs de chariots », vous pensiez que les gens étaient peut-être racistes à votre égard, et c'est exact. Tout le monde aurait dû savoir que c'était du racisme. C'est ce qu'il faut faire comprendre aux gens. Les gens doivent se comprendre les uns les autres. C'était un excellent commentaire.

Je pense que mon temps est écoulé.

• (1620)

Le président: Monsieur Kitchen.

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Sinclair, vous m'impressionnez beaucoup. Je suis honoré de vous avoir rencontré.

M. Wally Sinclair: Nous avons la même coupe de cheveux.

M. Robert Kitchen: J'allais dire, nous avons le même défi.

Vous dites des choses que je répète depuis des années. C'est par la spiritualité, l'éducation et le sport qu'on arrive à se débarrasser de nos démons. C'est ce que j'ai moi-même fait. Je suis honoré de rencontrer une personne qui partage mon avis.

Monsieur Fellows, est-ce que M. Sinclair vous a appris à être un bon lanceur pour que vous puissiez prendre sa relève?

M. Ruston Fellows: Pas encore.

M. Robert Kitchen: Monsieur Sinclair, vous avez brièvement parlé du programme des cadets, des cadets qui participent aux pow-wows. J'ai assisté à de nombreux pow-wows, et c'est un grand honneur pour moi de prendre part au grand défilé. Je connais et je comprends l'ordre, et c'est vraiment extraordinaire. Je n'arrive toujours pas à m'expliquer comment les danseurs peuvent tenir le coup une heure durant, sans être terrassés par une crise cardiaque.

Mais revenons aux cadets. Nous avons parlé et entendu parler des programmes de cadets offerts aux Premières Nations et des difficultés que les jeunes éprouvent. Pourriez-vous nous expliquer à quoi sont dues ces difficultés?

M. Wally Sinclair: Prenons l'exemple de Wainwright. Chaque année, entre 110 et 120 jeunes s'inscrivent au programme. Disons que pour une centaine d'inscrits, environ 85 complètent le programme. Cette année a été la plus importante pour les vétérans autochtones de partout au Canada, du Nord, de la frontière manitobaine jusqu'à la Colombie-Britannique.

Dans les conversations que j'ai un peu partout, je me présente, — je porte mon uniforme, avec mes collègues — et je demande aux gens de se tourner vers l'avenir. Nous vivons un jour à la fois dans nos façons traditionnelles de prier et de penser.

En ce qui concerne les préoccupations à ce sujet, les parents sont présents. Les tuteurs et les grands-mères assistent à toutes les remises de diplômes. Nous en parlons ensemble. Nous apprenons plus de choses en discutant avec les *kokums* et les *mushums*, les grands-mères et les grands-pères, et avec les membres de la famille élargie, qu'en parlant au jeune homme ou à la jeune fille. Ils sont si fiers d'être là et de recevoir un prix ou un diplôme, c'est évident. Par respect, je leur fais toujours savoir que je vais m'entretenir un peu avec la grand-mère et je leur demande comment ils vont.

Nous avons beaucoup de soutien de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ils sont toujours présents. Quand les jeunes reviennent chez eux, j'assiste à leur remise de diplôme. Je tiens à y assister en tant que membre de la communauté albertaine des vétérans.

S'il y a des problèmes, il y a une solide équipe à Wainwright qui fait des efforts pour trouver une solution. Ils ne vont pas laisser les jeunes en plan. S'ils ne suivent pas ce processus, les jeunes retournent chez eux. Et s'ils retournent chez eux, je me demande qui va aller les rencontrer là-bas. Ils ont besoin d'aide. Je demande au gouvernement fédéral de les aider, que ce soit dans le cadre du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones ou d'un autre programme de lutte contre la toxicomanie. Il y a des déclencheurs, c'est certain. Ce sont là quelques problèmes.

Il faut créer un lien de confiance avec l'ensemble du groupe.

M. Robert Kitchen: L'un des problèmes était le maintien des cadets au sein des forces, une fois qu'ils ont terminé le programme. Lorsque j'étais instructeur de cadets, des parents sont venus me voir pour me dire qu'ils retiraient leurs enfants du programme parce qu'ils n'apprenaient rien.

Je leur répondais toujours que j'avais deux heures pour leur enseigner tout ce que j'avais à leur apprendre, mais que les jeunes avaient besoin d'avoir un encadrement similaire à leur retour à la maison.

Est-ce que cela fait partie de notre problème? Avez-vous des suggestions à faire?

M. Wally Sinclair: Au sujet du maintien dans les forces, s'ils ont suivi un programme de cadets chez eux ou ailleurs, certains jeunes y retournent; sinon, ils se trouvent un emploi ou se lancent dans une carrière ou font autre chose. Bon nombre d'entre eux retournent chez eux dans ce but. Mais le système ne reconnaît pas leur expérience, et c'est une lacune. Je peux seulement parler de cas particuliers dont j'ai entendu parler, mais le manque de soutien à l'égard des bénévoles qui se présentent pour servir de mentors auprès des cadets est un autre problème.

On leur refile le problème. Comment pourront-ils se débrouiller s'ils n'ont pas les ressources dans le cadre de ce processus? Nous sommes heureux de les avoir. Certains d'entre eux décideront peut-être de rester. Une trentaine se sont enrôlés dans les forces régulières, c'est déjà quelque chose. C'est le nombre le plus élevé à ce jour.

M. Robert Kitchen: Je vois que vous portez votre médaille commémorative Canada 150 décernée par la Légion. Toutes mes félicitations, camarade. Ces médailles ne sont pas décernées à n'importe qui. Je sais que vous vous êtes démarqué.

Vous avez dit que vous étiez actif dans la Légion. Est-ce que la Légion peut faire quelque chose pour aider d'autres membres des Premières Nations, comme elle vous a aidé personnellement?

• (1625)

M. Wally Sinclair: C'est difficile. Tout dépend des circonstances. Dans notre filiale de Lac La Biche, ma superviseuse, qui a 92 ans, aide les vétérans depuis toujours. Elle connaît tous les vétérans de la région, tout le corridor situé au nord-est de Lac La Biche jusqu'en Saskatchewan. Son mari est décédé il y a plusieurs années. Wardene garde la trace des gens. Nous avons des personnes-ressources, elle les connaît, elle a des contacts. C'est ce que j'essaie de proposer à la Légion, d'établir plus de contacts parmi ces gens et les aider à ramener des vétérans à la Légion. Certains se présentent. D'autres pas. Je ne peux pas les forcer. Personne ne peut les forcer.

Le sujet est sur la table. Dans quelle mesure et jusqu'où la Légion s'y penchera-t-elle, je ne sais pas vraiment. C'est une question très délicate pour beaucoup d'entre nous. J'ai déjà été président d'une légion, alors j'en sais quelque chose.

M. Robert Kitchen: Merci.

À propos des ressources dont vous disposez pour votre organisme, vous avez mentionné les banques alimentaires et les centres d'amitié. Cela représente-t-il une petite partie seulement de ce que votre organisme s'occupe?

M. Wally Sinclair: Nous offrons ce qu'on appelle des « services globaux ».

Pourriez-vous lui expliquer ce que sont les services globaux?

M. Leland MacLeod: Le concept de « prestation globale de services » est un terme vague qui renvoie à la nécessité de fournir non seulement des services de sécurité alimentaire, mais aussi des services prénataux aux nouvelles mères, des services pour les jeunes toxicomanes, ou parfois, des services de déjudiciarisation pour les jeunes en difficulté — en gros, nous avons des services pour chaque groupe d'âge. Les programmes pour les jeunes sont une grande priorité parce que beaucoup de jeunes gens ont besoin d'être pris en charge à un âge précoce. Nous avons des programmes parentaux pour aider les jeunes parents, et surtout, des programmes pour les aînés. C'est peut-être là que le bât blesse. Le mouvement des centres d'amitié a beaucoup de programmes pour les aînés, mais ces programmes ne sont pas nécessairement beaucoup penchés sur les services aux militaires. Juste comme nous arrivions ici, nous avons vu un type qui n'en menait vraiment pas large, sur la rue Bank. Et puis nous nous sommes dit: « C'est peut-être bien un vétéran. Comment savoir? »

Des gens avec qui j'ai travaillé dans les réserves sont disparus sans laisser d'adresse. Où vivent-ils? On nous dit « Ah, un tel avait du mal à s'adapter, il ne s'entendait avec personne, alors il est parti ». Les gens disparaissent de la circulation. S'ils partent à l'étranger et que les choses se passent mal pendant leur service, ils reviennent, puis ils repartent, à cause de la frustration. S'ils ont un problème avec l'administration, ils s'en vont.

Comme Wally le disait, il faut garder la trace des gens, savoir où ils sont et où ils vont. Dès qu'on quitte les forces, on devient un vétéran. Il faut absolument localiser ces vétérans, leur montrer notre respect. C'est à cela que servent nos services globaux.

M. Wally Sinclair: Nous avons besoin de pouvoir établir une connexion. Une fois que les gars ont quitté les Forces, comment garder leur trace? Comment les retrouver? C'est cet aspect qui nous échappe pour le moment.

Merci.

Le président: Merci.

Monsieur Chen, vous avez six minutes.

M. Shaun Chen (Scarborough-Nord, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci à vous, monsieur Sinclair, et à tous les témoins que nous accueillons aujourd'hui.

Je vous suis très reconnaissant d'avoir pris la parole aujourd'hui. J'ai particulièrement aimé lorsque vous avez affirmé que vous n'étiez en concurrence avec personne et que votre tâche en était une de collaboration, parce que les besoins de nos vétérans autochtones sont immenses.

La plupart des Canadiens, sinon tous, seraient outrés de savoir que les vétérans, en particulier les vétérans autochtones — quand on songe à l'attitude colonialiste du Canada par le passé et aux éternels problèmes de racisme que vous avez soulignés —, n'ont pas accès à des services de soutien adaptés à leur culture.

Je suis nouveau à ce comité, mais je sais que lors de réunions précédentes, il y a eu des discussions sur le manque de données relatives à l'accès des vétérans autochtones aux services gouvernementaux.

Le grand chef Steven Ross a dit, lors d'une réunion antérieure:

En ce qui a trait à la qualité des services reçus par les anciens combattants autochtones, il est possible que les services existent et puissent être utilisés par les anciens combattants autochtones, mais nous ne connaissons pas le pourcentage d'anciens combattants qui ont accès à ces services ni les types de services qui sont demandés et reçus.

Compte tenu des traumatismes vécus et du lien de confiance qui doit exister, êtes-vous d'accord avec cette affirmation? Que pouvons-nous faire pour mieux tendre la main aux vétérans autochtones?

• (1630)

M. Wally Sinclair: J'ai parlé de communication et de la façon de joindre les gens, parce qu'on dirait que lorsqu'il y a des funérailles, tout le monde se montre.

J'aimerais faire une petite parenthèse. Quand je suis en voyage, je visite des cimetières à la recherche de pierres tombales portant l'insigne militaire. C'est comme ça que je recueille mes données sur les vétérans qui sont décédés, parfois nous ne savions pas qu'il y avait des vétérans dans ce cimetière.

Cependant, pour ce qui est de la logistique et des modèles de prestation des services, j'aimerais qu'il existe un endroit accessible et adéquat pour recueillir les données sur nos vétérans, ou alors une extension à quelque chose d'existant. Nous pourrions gérer la mise en place de tout cela et nous en occuper nous-mêmes. Nous sommes présents dans les collectivités. Nous sommes partout au Canada. Si nous avons les ressources, nous pourrions regrouper l'information pour nous assurer que les vétérans ont accès aux services. Ces données existent, mais parfois, nous manquons tout simplement du soutien nécessaire pour assurer la continuité de notre recherche dans toutes les provinces.

Je ne sais pas si je réponds à votre question, mais j'ai déjà entendu le chef et il a raison dans ce qu'il affirme.

Vous êtes sur la bonne voie. Si vous pouviez en parler publiquement et donner une rétroaction... Au lieu que vous me posiez la question, je pourrais vous demander ce que vous en pensez, parce que c'est ce que nous aimerions également établir: une conversation dans les deux sens.

M. Shaun Chen: Pour mieux sensibiliser la population aux problèmes auxquels font face les vétérans autochtones, l'éducation joue un rôle très important. Je pense qu'il y a un manque au chapitre de la sensibilisation, je pense que les Canadiens pourraient être mieux informés sur le sujet.

Quelles sortes de programmes éducatifs croyez-vous qu'il serait important de mettre en place?

M. Wally Sinclair: Nous avons interrogé des vétérans. Vous savez, quand on regarde une vidéo, qu'on entend la voix des personnes... Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous ne sommes pas très forts avec les documents papier. Lorsqu'on entend quelqu'un parler ou qu'on reconnaît la langue dans laquelle il parle, cela attire l'attention, qu'il s'agisse d'un vétéran ou d'une autre personne concernée.

Ce genre de commémoration ne doit pas se passer seulement le 11 novembre... c'est devenu le 8 novembre, je pense. Cela doit faire partie du programme scolaire. Dans certaines régions, ça l'est, oui, mais seulement le 11 novembre. Donc, quelle partie des sciences humaines ou d'une autre discipline peut être intégrée à un programme scolaire, que ce soit dans les bibliothèques ou en ligne? Aujourd'hui, les gens sont sur Facebook et ainsi de suite. Il faut améliorer la communication sur plusieurs fronts.

Il n'y a pas si longtemps, j'étais ici avec des représentants du ministère du... La discussion portait sur la possibilité d'un ministre des Langues. Ce serait l'idéal pour pouvoir rassembler toute l'information et la diffuser, quelle que soit la langue. C'est nécessaire à bien des points de vue.

Comme je l'ai dit, nous sommes un peuple très visuel: montrez une photo et elle fera beaucoup de chemin. Une chose est certaine, les jeunes et les aînés vont la regarder et raconter les bons souvenirs qu'elle leur rappelle — et les moins bons.

M. Shaun Chen: Nous avons parlé de communication. Vous avez parlé de services adaptés aux réalités culturelles.

Pouvez-vous nous dire à quoi ressemblent ces services? En quoi consistent des services « adaptés aux réalités culturelles », en quoi peuvent-ils aider les vétérans autochtones en particulier?

M. Wally Sinclair: Nous utilisons beaucoup les mots « guérison » et « bien-être ». Les centres d'amitié ont maintenant ce que nous appelons des camps de guérison. À Lac La Biche, un tipi de guérison est ouvert 24 heures par jour. Des gens viennent de partout dans le monde, et nous partageons ensemble nos expériences. Un jour, deux ou trois vétérans sont venus, et quand ils ont vu l'endroit, ils ont proposé que ce soit notre point de contact. Quand les gens viennent, nous pouvons nous asseoir et parler. Il y a tout là-bas.

Nous travaillons en partenariat avec le ministère des Forêts de l'Alberta dans ce projet. Peu à peu, nous nous associons à plein de gens pour rendre hommage aux militaires, montrer des photos, des vidéos... C'est notre façon de communiquer. Des membres d'autres nations autochtones se joignent aussi à nous, comme c'est le cas avec la réconciliation, par exemple. Nous avons beaucoup de choses en commun, nous partageons nos expériences, et ça fonctionne; les gens s'expriment.

Nous devons nous armer de patience. Ce n'est pas une chose qui va se régler du jour au lendemain, ou *subito presto*, comme on dit.

En Alberta, tout le monde a une façon différente de célébrer et de susciter la communication. Dans le nord-est de la province, nous l'avons fait dans nos camps. Nous avons des camps de guérison dans des petites collectivités. Tout le monde n'est pas malade, loin de là, mais tout le monde essaie de se soutenir mutuellement.

J'ai toujours à l'esprit le principe qu'il faut vivre un jour à la fois. On ne sait jamais ce qui manque dans le système, mais il y a toujours un mot ou une voix qui reste gravé dans la mémoire quand on repart de ces camps. C'est l'élément clé.

M. Shaun Chen: Ces systèmes de connaissances et de guérison autochtones seraient peut-être bénéfiques pour toutes les collectivités et tous les vétérans. Merci de nous en avoir parlé.

Le président: Monsieur Johns, vous avez trois minutes.

M. Gord Johns: Merci encore de votre présence.

Ces dernières années, en Colombie-Britannique, les centres d'amitié ont dû s'adapter à de nombreuses compressions dans les budgets de fonctionnement qu'ils reçoivent sous forme de transferts fédéraux. Leur capacité est sollicitée au-delà de ses limites, et ce sont les programmes pour les jeunes qui en souffrent le plus. À Port Alberni, ces programmes ont été complètement supprimés. Il y a eu « zéro financement » pour les jeunes de Port Alberni.

Les centres d'amitié réclament un financement stable et à long terme simplement pour offrir des services essentiels, sans parler d'autres services. La Colombie-Britannique a pris une décision historique: pour la première fois de son histoire, la province a accordé à notre organisme un financement partiel qui vient s'ajouter aux transferts fédéraux. Ce financement permet de combler l'écart et d'alléger les pressions exercées sur les centres d'amitié.

Compressions, besoin de financement stable à long terme... Est-ce la situation dans laquelle se trouvent tous les centres d'amitié au pays? De quelles ressources auriez-vous besoin pour soutenir nos vétérans et offrir de nouveaux programmes?

• (1635)

M. Wally Sinclair: À l'échelle des préoccupations sociales... les ressources font défaut. C'est en Alberta — sans vouloir vous offenser — que nous sommes le moins bien financés au Canada. Nous nous battons constamment pour garder la tête hors de l'eau. Nous créons des partenariats. Nous faisons beaucoup de travail. Nous intervenons. Nous serrons la main de nos voisins de la Saskatchewan et demandons à ceux de la Colombie-Britannique comment les choses se passent chez eux.

Je connais très bien les réductions de financement de la Colombie-Britannique. Dans le cadre de nos programmes nationaux, nous suivons ce qui se passe là-bas. Nous nous réunissons et nous en discutons.

Comment allons-nous faire pour recueillir des fonds? Comment faire pour maintenir les enfants à l'école? Il faut que les enseignants soient des enseignants et non des travailleurs sociaux, c'est très important dans notre façon de fonctionner. En tant que vétéran, est-ce que je peux venir m'asseoir devant une classe? Et si je suis un aîné, est-ce que je peux venir à l'école et participer aux activités des enfants?

Ils le font maintenant. Je sais que les différents traités le font. Les Métis le font. Nous le voyons dans nos écoles urbaines. La Colombie-Britannique a deux très bons programmes en ce sens, mais ils sont exécutés par des bénévoles. Et les bénévoles sont complètement brûlés.

Les fonds sont nécessaires. À quel titre exactement, il faudrait examiner notre logistique à plus grande échelle pour voir ce que nous avons maintenant et déterminer ce qu'il nous faut. C'est pourtant ce que nous faisons depuis le début. Nous nous en tirons grâce à ce que nous recueillons en courant d'une porte à l'autre, puis nous revenons au point de départ. Quand nous demandons aux centres ce qu'ils envisagent de faire pour la suite des choses, ils se débrouillent pour trouver une nouvelle porte de secours. Nous savons que nous ne pouvons compter sur rien de stable. D'ailleurs, tant à l'échelle provinciale que nationale, le personnel de nos centres d'amitié excelle dans ce domaine, il se débrouille toujours pour trouver une solution, quelle qu'elle soit, pécuniaire ou...

Maintenant que les compagnies gazières — et tout ce qui venait avec elles — ont diminué leurs activités, notre région souffre. Il y a des suicides. Je suis désolé de le dire. J'ai travaillé avec beaucoup de ces gars-là. C'est bien malheureux. Beaucoup de vétérans reviennent à la maison, et qu'est-ce qui les attend?

Heureusement, il y a d'autres options. Nous essayons de les tenir occupés à différents titres. J'ai beaucoup de partenaires qui peuvent

en embaucher. On vient me voir pour me demander: « Wally, qu'est-ce que tu peux faire pour nous? » J'y réfléchis et je réponds: « Viens, allons-y, on va faire équipe ensemble et on va travailler là-dessus. »

Nous convoquons un représentant du gouvernement, provincial ou national, et lui demandons de prendre deux minutes pour s'asseoir avec nous et nous écouter, autour d'un pain bannock et d'un thé. Venez vous asseoir avec nous, juste pour parler. Un petit bout de communication, ça fait des merveilles. Les gens ne s'en rendent pas compte. Si vous venez de la part du gouvernement fédéral, les gens diront: « Hé, devine qui est venu aujourd'hui? » La nouvelle se répand à toute vitesse et les conversations sur les défis que nous devons relever pour obtenir ce soutien vont bon train.

Je siège à de nombreux comités, et il y a une raison à cela... il y a l'aspect argent et l'aspect humain.

Le président: Merci. Voilà qui met fin aux témoignages pour aujourd'hui.

Au nom du Comité, j'aimerais vous remercier tous les trois de votre présence et de votre témoignage, qui a été très bien accueilli.

Nous allons suspendre la séance et revenir pour discuter des travaux du Comité.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>